



**PRÉSIDENTIELLE 2026 :
BILAN OU ENFUMAGE DE PLUS DE LA PART DU PCT
PARTI/ÉTAT?**

En campagne électorale pour une mascarade d'élection présidentielle dont la victoire à plus de 90% du candidat du PCT, Denis SASSOU NGUESSO, est assurée à l'avance, les propagandistes du pouvoir ont publié une brochure intitulée : "GRANDE CAMPAGNE 242 raisons de soutenir Denis SASSOU NGUESSO".

D'entrée de jeu, il sied de rappeler qu'il s'agit dans ce catalogue illustré, du bilan de plus de 42 ans de présidence de la République du Congo par le même personnage, omniprésent dans les arcades du pouvoir d'État depuis 1968, incarnant une hégémonie politique sans partage et une longévité anachronique au pouvoir (Plus d'un demi-siècle).

Au-delà du blabla, des mensonges sur les prétendues réalisations dans les multiples domaines sociaux, culturels et diplomatique..., dans ce catalogue, un accent particulier est consacré aux infrastructures, équipements et bâtiments, illustrés par des images bien sélectionnées pour la circonstance.

Malheureusement cette entreprise de communication, aussi superficielle que bâclée, trahit le vide abyssal d'une gouvernance qui tente désespérément de masquer son incompétence par une compilation d'images photos amateurs, sans intérêt.

En effet, le bilan du développement d'un pays ne se mesure pas à partir des images publiées en catalogue, de kilomètres de routes bitumés, de ponts et ouvrages construits, de bâtiments aussi modernes soient-ils, d'infrastructures et équipements de toutes sortes, réalisés.

L'importance et l'utilité de ces réalisations physiques, ne peut être appréciées uniquement par leur beauté dans leur environnement naturel, mais plutôt dans leur cohérence avec les activités ou fonctions qu'elles abritent.

Les infrastructures de base: routes, ponts, bâtiments et équipements de toutes sortes, quelles que soient leurs qualités architecturales, n'ont d'utilité que par rapport à ce qu'ils apportent dans leur fonctionnement et leur exploitation, au bien-être social de l'homme, du citoyen.

- Quelle est l'utilité d'un beau bâtiment hospitalier moderne si dans son fonctionnement et sa gestion, il ne garantit aucun soin de qualité aux malades, si le personnel est très démotivé par le traitement dégradant de ses prestations, s'il manque le matériel nécessaire à la bonne prise en charge des malades ?

- Où est l'intérêt de construire des bâtiments modernes pour des hôpitaux sous équipés, d'ailleurs non fréquentés par les tenants du pouvoir qui préfèrent aller se faire soigner à coût de milliards de FCFA à l'étranger ?

- A quoi sert des bâtiments scolaires et universitaires modernes, si dans son ensemble, le système éducatif est en faillite totale au niveau de tous les cycles, de la préscolaire à l'université ?

Si le cadre de travail compte, le véritable moteur de la réussite académique demeure un corps enseignant hautement qualifié et valorisé à la hauteur de son mérite. Mieux vaut investir dans le capital humain que dans le béton, car un enseignement d'excellence exige avant tout des formateurs motivés et dignement rétribués.

La performance pédagogique d'un système éducatif est corrélée à la compétence du personnel et à la reconnaissance socio-économique de leur fonction, bien plus qu'à l'esthétique des bâtiments.

- ***Quel est l'intérêt économique de construire des grands hôtels palace de luxe, dans un pays qui n'est visité par aucun touriste ? Des grands hôtels palaces qui ne servent qu'au pouvoir et à ses dignitaires pour leurs jouissances, détente, cérémonies familiales et accueil de leurs hôtes de marque ?***

- ***Où est l'intérêt de construire des immeubles modernes de banques, incapables d'être de véritables leviers de l'économie nationale et du progrès social ?***

- ***Idem pour de nombreux bâtiments cossus de l'administration publique, où travaillent des agents démotivés et payés avec retard en dessous du minimum nécessaire du pouvoir d'achat ?***

Le tapage orchestré à l'occasion de chaque inauguration de bâtiments publics, perd de son intérêt parce que tous les domaines des activités qu'ils abritent sont en faillite. Plusieurs bâtiments prestigieux inaugurés avec faste par le Président de la République, exploités en dessous de leurs réelles capacités, sont demeurés de simples monuments urbains. (Tours jumelles à Brazzaville).

Le domaine des infrastructures de bases : chemins de fer, routes, aéroports, ports maritimes et fluviaux..., est encore plus préoccupant. Alors qu'au lendemain de l'indépendance, notre pays disposait jusqu'au années 80, des meilleures infrastructures de base de la sous-région d'Afrique centrale, un demi-siècle de règne sans partage du PCT, à tout détruit et mis en faillite totale.

La campagne électorale offre aujourd'hui le spectacle affligeant d'un homme qui, après avoir présidé au naufrage de nos infrastructures vitales, prétend en devenir le sauveur: promettre de reconstruire le CFCO, l'électricité et l'accès à l'eau — qu'il a lui-même méthodiquement dévastés et sacrifiés à l'autel de l'indifférence et du mépris par son incurie — relève d'une insulte à l'intelligence des citoyens et souligne le vide abyssal de sa vision.

Dans les pays de bonne gestion, les infrastructures et équipements de base sont construits une fois pour toute et sont entretenus pour leur usage plusieurs décennies durant, voire de génération en génération.

On ne laisse pas détruire un chemin de fer dans toutes sa dimension (rails, bâtiments, équipements divers, entrepôts, ateliers etc.) pour reveni, en l'espace d'une campagne électorale, poser tranquillement une pierre pour sa reconstruction par des sociétés étrangères

chinoises, sans situer et sanctionner les responsables de ce désastre économique. Un chemin de fer a des gestionnaires qui répondent de l'état de son patrimoine.

Il convient de souligner l'effarante impunité avec laquelle un officier général de la force publique, emboitant le pas à plusieurs oligarques du PCT, a entrepris l'érection de sa résidence privée au cœur même de la zone de triage du CFCO, dans le quartier Ouenzé Manzanza à Brazzaville. Cet acte, qui défie toute éthique républicaine, a été précédé par le démantèlement prémédité et systématique des infrastructures ferroviaires, l'intéressé n'ayant pas hésité à faire arracher les rails et leurs équipements pour servir des intérêts personnels au mépris du patrimoine national.

Aujourd'hui, la campagne électorale devient une occasion de dissimuler les responsabilités des gouvernements successifs sur ces crimes économiques.

L'incohérence de cette propagande de campagne pour une parodie d'élection présidentielle pipée d'avance, est encore plus évidente dans le domaine sensible tel celui de nos agglomérations urbaines, Brazzaville et PointeNoire, où vivent dans des conditions de pauvreté et de précarité, près de deux tiers des populations congolaises. Deux agglomérations où l'urbanisme n'est même plus une préoccupation dans les discours des autorités compétentes.

Partout dans le monde, c'est par la mise en œuvre des projets grandioses d'urbanisme que se bâtissent les grandes agglomérations urbaines admirées par tous et très attractives.

Des pays ayant accédé, à la même période que le Congo à la production pétrolière, ont bâti des paradis sur terre :

- **DUBAÏ, ABUDABI, KOWEÏT... aux Émirats Arabes.**
- **ABIDJAN, DAKAR, en Afrique de l'Ouest, sont des belles villes modernes érigées sans manne pétrolière.**

Dans ces pays, les services techniques d'urbanisme très performants et structurés travaillent dans la bonne mise en œuvre des projets.

Chez nous, outre l'effondrement systémique des services d'urbanisme, qui s'étend de l'administration centrale aux échelons locaux, nos villes subissent une gestion catastrophique. Depuis des décennies, l'espace urbain est sacrifié au profit d'un amateurisme flagrant, conséquence directe de la nomination de maires dont le seul titre de compétence est leur servilité militante envers le PCT. Ce recrutement, fondé sur l'allégeance politique plutôt que sur l'expertise technique, condamne nos cités à une déliquescence programmée.

Aujourd'hui Brazzaville et Pointe-Noire, dans une croissance organisée dans le désordre, offrent aux populations des quartiers populaires, la pire des misères et de pauvreté, sans perspectives de solutions à court et moyen terme.

Abandonnés à leur triste sort dans les quartiers périphériques sans infrastructures d'assainissement, les populations à Brazzaville et à Pointe Noire, victimes des érosions et inondations récurrentes, n'ont plus que les larmes pour exprimer leurs malheurs, loin des autorités politiques et administratives essentiellement préoccupés par la conservation de leurs privilèges.

Le Président Denis SASSOU NGUESSO, revenu au pouvoir par coup d'État en 1997, s'y est maintenu par quatre parodies d'élections en 2002, 2009, 2016 et 2021.

L'élection présidentielle de Mars 2026, aurait pu être un moment de prise de conscience par lui de ses responsabilités devant la Nation, le peuple et l'histoire, en vue d'une sortie honorable de près d'un demi-siècle de responsabilité au sommet de l'État.

Cette opportunité s'est malheureusement transformée en une farce électorale grotesque en vue de son maintien au pouvoir qui n'honore pas une telle longévité.

Aujourd'hui, il s'accroche au pouvoir d'un pays riche en potentialités naturelle, financière et humaine, mais totalement en ruine dans tous les domaines vitaux, après avoir livré l'État à la médiocrité de ses proches, à la corruption, au vol, au gain facile et aux prédateurs étrangers.

Quelle perspective un nouveau quinquennat, amorcé sous des auspices encore plus critiques et un climat plus délétère que les quatre précédents scrutins, peut-il offrir à une population désorientée, à une jeunesse en proie au découragement et à des élites gagnées par la lassitude et la demotivation?

Pendant que des conflits majeurs redéfinissent la géopolitique en Ukraine, au Soudan, au Pakistan ou au Moyen-Orient, impliquant une confrontation directe ou indirecte entre les superpuissances (USA, Russie, Chine, Europe), Brazzaville s'obstine à jouer une pièce de théâtre électorale dont le dénouement semble écrit d'avance.

Ce décalage entre l'urgence des bouleversements mondiaux et ce simulacre démocratique local souligne le caractère ubuesque et totalement hors-sol d'un scrutin qui ignore la gravité de la marche du monde.

Les jeunes perdus de nos cités, les délinquants et autres drogués des quartiers populaires de nos villes et villages, condamnés à la misère, sont mobilisés à coût de modiques billets de banque (2000 à 3000 F), de gadgets de toutes sortes, pour donner l'impression d'une popularité d'un Président pourtant visiblement usé par l'âge et les responsabilités de plus d'un demi-siècle dans les méandres du pouvoir d'État.

Le trésor public est saigné pour le financement d'une campagne électorale coûteuse sans enjeux.

Malheureusement, le drame d'un spectacle affligeant autour d'un Président à sa 42e année au sommet de l'État, se joue dans une conjoncture où le pays a soif d'apaisement, de décrispation, de réconciliation nationale, après tant de fractures, d'intolérance, d'exclusion, de tribalisme, de népotisme et surtout de constance de la violence dans le règlement des divergences politiques.

Les instruments d'exercice de l'autorité de l'État (force publique et justice soumises à sa personne) sont abusivement utilisés, non pas pour traquer et neutraliser les délinquants, les bandits, mais plutôt pour arrêter net les ambitions légitimes des réels opposants à son pouvoir, par des arrestations, les parodies de procès, les emprisonnements, les contraintes à l'exil ou pire, les assassinats ciblés.

L'unique compromis laissée aux opposants fragiles, étant l'allégeance, la collaboration, et la soumission au système de L'ÉTAT/PCT, moyennant une forte rétribution. L'argent du contribuable sert largement à l'achat des consciences des opposants de circonstances, organisés en portion congrue d'opposition dite parlementaire.

Ainsi. d'anciens adversaires politiques au prince très acharnés, qui hier encore prétendaient porter un idéal de changement pour le pays, ont fini par sacrifier leurs convictions sur l'autel de la vénalité. En rejoignant le pouvoir, ces opposants de façade ont troqué la dignité du combat politique contre le confort avilissant de la "mangeoire". Ce ralliement, dicté par un opportunisme pur et des préoccupations basement alimentaires, révèle une corruption morale profonde où l'intérêt personnel l'emporte définitivement sur l'éthique et le destin de la nation

C'est dans ce système politique, digne d'un monolithisme de fait, que le PCT, au cours de parodies d'élections législatives, locales et sénatoriales dont il a la maîtrise totale, offre à ses opposants de circonstances, quelques mandats de parlementaires et de conseillers locaux, non-sans se prémunir au préalable, s'être taillé la part du lion, avec des majorités écrasantes partout, au sein des Institutions nationales et locales.

Voilà le contexte politique de l'élection présidentielle du 15 Mars 2026, sans enjeux, organisée par le PCT pour garantir à son Président à vie, Denis SASSOU NGUESSO, un cinquième mandat à la présidence de la République.

Cinq ans pour un mandat de plus et pourquoi faire ! Cinq ans de plus pour un Président à qui la Providence a pourtant tout offert pour sa réussite au sommet de l'État : la durée (42 ans), les moyens financier (plusieurs booms pétroliers avec d'énormes recettes au trésor public), la paix sociale (des syndicats muselés et un peuple démobilisé et déboussolé), des élites politiques manipulables et corruptibles, une communauté internationale complaisante.

Face à un bilan où l'absence de progrès social et l'indigence des populations contrastent violemment avec la durée du règne, les nouvelles promesses du candidat du PCT apparaissent comme des coquilles vides.

Dans le contexte d'un scrutin dont l'issue semble prédéterminée, cette énième reconduction s'apparente à une formalité dépourvue de sens, rendant tout projet de société techniquement insignifiant.

L'intérêt pour ce renouvellement de mandat est quasi nul, tant le décalage est profond entre les discours de campagne du président/candidat et la réalité d'un pays maintenu dans la stagnation.

En considération de ce qui précède, la Fédération de l'Opposition Congolaise (FOC), réaffirme ses exigences en vue d'une sortie définitive de la crise multidimensionnelle qui plombe notre pays :

- 1 / Libération sans conditions de nos deux leaders, prisonniers politiques : Jean-Marie Michel MOKOKO et André OKOMBI-SALISSA, à leur deuxième année d'emprisonnement.

- **2/ L'adoption par le parlement d'une loi d'amnistie générale garantissant le retour dans leur pays de tous nos compatriotes contraints à l'exil pour leurs opinions et actions politiques.**

- **3/ La convocation et la tenue d'un DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF (pouvoir, opposition, société civile), en vue d'un large consensus national des forces vives, pour la reconstruction du Congo, dans la Réconciliation et l'Unité nationales, le Travail et le Progrès.**

Un DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF d'où sortirait un large consensus en vue de la reconstruction du Congo, dans un monde en guerre et en pleine mutations.

Brazzaville le 09 mars 2026



Jean Félix DEMBA-NTELO
Président
de la Fédération de l'Opposition Congolaise
(FOC).